1er TOUR DES MUNICIPALES EN FRANCE

Désavœu et avertissement à Sarkozy

Au soir du premier tour des élections municipales en France, il apparaît une nette poussée de la gauche, même si la vague rose n'a pas tout emporté sur son passage.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Avec 47, 09 % de voix qui se sont portées pour des candidats de la gauche et 43,09% pour les listes de la droite, les Français, qui se sont exprimés à 61% (contre 67% aux municipales de 2001), ont fait un premier choix qui semble sanctionner la politique libérale du pouvoir en place. La droite, après avoir tenté vainement de masquer sa relative défaite et surtout de refuser qu'il y a là un vote sanction contre la politique menée depuis dix mois, reconnaît très timidement qu'il s'agit là, selon Devedjian, «d'une petite défaite». La gauche a le triomphe modeste et appelle à se mobiliser fortement pour consolider et élargir les résultats.

Dimanche prochain, le MoDem jouera dans beaucoup de cas à l'arbitre. François Bayrou, qui n'arrive que second derrière la gauche dans son propre fief (Pau), ne donne pas de consigne nationale et annonce des alliances au cas par cas.

Le triomphe se fait modeste à gauche

A gauche, la grande victoire est incontestablement celle de Paris. Même si Bertrand Delanoë doit encore affronter le deuxième tour, le maire socialiste sortant, avec 41,60% devance très nettement la liste UMP (27,92%) de Françoise de Panafieu (UMP) et devrait très largement l'emporter au deuxième tour. Trois arrondissements de Paris (les 3e, 11e et 19e) sont d'ores et déjà acquis par la liste de Delanoë contre un seul arrondissement, le 16e, acquis à droite, ce qui ne constitue pas, cela va de soi, une surprise. Dans beaucoup d'autres arrondissements de Paris, Delanoë devra négocier notamment avec les Verts et beaucoup aussi avec le MoDem. La représentante de ce parti, Marielle de Sarnez, n'a pas caché qu'elle négociera plutôt avec la gauche, même si son parti «n'est pas du même bord». Mais avec ou sans le MoDem, Delanoë gagnera sans aucun doute la capitale et certains ténors de droite avouent déjà qu'ils étaient sûrs de l'échec de leur candidate.

Plus globalement, certaines listes de gauche enregistrent une victoire dès le premier tour. Il en est ainsi à Lyon par exemple ou encore à Rouen ou à Tourcoing. Dans beaucoup d'autres villes, la gauche est en très bonne position pour l'emporter au second tour et peut faire basculer à gauche des villes comme Lille, Strasbourg, Caen, Rennes ou encore Blois.

L'avancée de la gauche est plus nette encore aux cantonales (conseillers généraux) avec un score de 47,7% contre 40,91%.

Parti communiste et extrême gauche ne sont pas moribonds

Ce scrutin a permis à deux formations, le Parti communiste d'une part et l'extrême gauche d'autre part, de démentir tous les sondages qui les donnaient moribonds. Ainsi, le PC a ravi, dès le premier tour, les villes de Vierzon et Rommily-sur-Seine et Dieppe et conserve au premier tour la ville de Givors, celle de Pierre Bénite.

Par ailleurs, il faudra compter avec le parti de Besançenot (LCR) qui a frôlé les 10% dans certaines villes, notamment à Marseille où ses voix (et celles des Verts et du MoDem) seront précieuses pour faire gagner la gauche au 2e tour.

Photo : DR.

Bayrou très courtisé.

La droite tente de résister dans les grandes villes

A droite, la ville de Bordeaux a été très largement conservée par l'UMP. Le gagnant, le maire sortant Alain Juppé, avec 56,62% des suffrages exprimés, avait évité dans les affiches de sa campagne, toute référence à l'UMP, ce qui a probablement joué dans ce résultat.

Le sort de deux grandes villes Marseille et Toulouse sera joué très nettement au second tour. Le maire sortant de Marseille, Jean-Claude Gaudin (41%), et son adversaire PS Jean-Noël Guèrini (39%) sont au coude à coude. Rien n'est joué dans un premier tour, a avoué le maire UMP sortant qui craint une victoire à gauche si les alliances du PS avec l'extrême gauche et/ou le MoDem se confirment.Toulouse, la quatrième ville de France qui a toujours voté à gauche aux présidentielles et à droite aux municipales avec 41 % pour la droite et 40% pour le PS dans cette dernière consultation, peut basculer à gauche, d'autant que les réserves de voix à droite sont très faibles.

L'élection des ministres au premier tour brandie en trophée

Depuis la proclamation des résultats de dimanche soir, la droite brandit à tous ceux qui évoquent un vote sanction contre le pouvoir en place, les résultats obtenus à ces municipales par ses candidats ministres.

Le relatif bon score de ses candidats lui donne l'argument de bonne gouvernance. Mais l'examen de ces résultats donne la victoire au 1er tour pour 14 seulement des candidats sur 28 qui se sont présentés, dont François Fillon, le Premier ministre, Hervé Morin ministre de la Défense, Xavier Bertrand, ministre du Travail, Eric Woerth, ministre du Budget, Eric Besson, secrétaire d'Etat à la prospective, Jean-Louis Borloo, ministre de l'Ecologie, Michèle Aliot Marie, ministre de l'Intérieur. D'autres candidats ministres sont en ballottage : Rachida Dati (49,5%) dans le 7e arrondissement à Paris, Christine Lagarde, ministre de l'Economie en ballottage défavorable (24%) dans le 12e à Paris, Xavier Darcos, ministre de l'Education au coude à coude avec le PS à Périgueux. Christine Albanel, ministre de la Culture en ballottage défavorable face au PS dans le 4e à Paris, Rama Yade, secrétaire d'Etat en ballottage défavorable à Colombes (banlieue parisienne).

Tout n'est donc pas encore joué. Depuis dimanche soir, les tractations pour les alliances en vue du 2e tour de dimanche prochain vont bon train, à droite comme à gauche.

Ce soir (mardi) à 18h, les listes définitives pour le 2e tour devront être déposées officiellement.

Eu égard à l'érosion qu'ont connue les Verts dimanche dernier, les alliances du PS se feront essentiellement avec les listes de gauche (PC, lorsqu'il s'est présenté seul ou LCR) et avec le MoDem. Celui-ci est incontournable dans plusieurs villes, mais il faut craindre l'absence de cohérence au sein de ce parti qui annonce des alliances, à droite comme à gauche, c'est selon, dit-il.

La marge de manœuvre pour la gauche étant relativement grande pour le 2e tour, tout se jouera aussi en grande partie dans sa capacité de mobilisation dans les sept jours à venir.

K. B.- A.

Le Pays Basque boude les urnes

Malgré l'appel au vote lancé en réponse à ETA par la classe politique espagnole et la famille de l'ex-élu socialiste assassiné vendredi, l'absention réclamée par des indépendantistes exclus du scrutin y a, au contraire, fortement progressé.

Elle atteint 35% dans la région, dix points de plus que dans toute l'Espagne (24,7%), dix points de plus aussi qu'en 2004, lorsque les indépendantistes, déjà interdits de participation, avaient également appelé à l'absention.

Au Pays basque, le scrutin a aussi été marqué par une victoire «historique» du Parti socialiste. Avec 38% des voix, il s'impose pour la première fois dans chacune des trois provinces basques, traditionnellement dominées par les nationalistes modérés du Parti nationaliste basque (PNV).

Ce revers sonne comme un avertissement pour le parti de centre-droit du chef du gouvernement régional, Juan José Ibarretxe, qui défie Madrid en menaçant d'organiser un référendum sur le droit à l'autodétermination, la revendication historique des indépendantistes radicaux.

L'organisation indépendantiste basque ETA et sa mouvance politique avaient appelé au boycottage des élections pour protester contre «l'oppression» de l'Etat espagnol. Outre le bras politique de l'ETA Batasuna, hors la loi depuis 2003, la justice espagnole avait récemment interdit d'élections deux partis proches, le PCTV et ANV.

Les indépendantistes n'ont pas tardé à s'attribuer le fort taux d'abstention du scrutin. Dimanche soir, sur la place d'Hernani, la maire de ce fief indépendantiste, Marian Beitialarrangoitia, entourée de dizaines de militants, a estimé que son taux élevé était la «meilleure preuve du caractère anormal de ces élections».

«Il s'agit des élections les plus anti-démocratiques de ces derniers temps», a clamé l'élue d'ANV, s'exprimant sur une estrade, au-dessus d'un pupitre barré d'une affichette «abstentzioa», abstention en langue basque. La télévision locale ETB a réalisé des connexions en direct avec Hernani durant toute la soirée électorale, comme s'il s'agissait du quartier général d'un des partis en lice.

A Mondragon, où la fille aînée d'Isais Carrasco, l'ex-élu socialiste abattu vendredi dans un attentat attribué à l'ETA, avait lancé samedi un émouvant appel à aller voter, l'abstention a même atteint 40,5%, contre 27% en 2004. Le Parti socialiste y a, malgré tout, remporté une large victoire (40% des suffrages exprimés), comme sur l'ensemble du Pays basque. «C'est le meilleur résultat de notre histoire», s'est félicité, dimanche, le dirigeant socialiste basque Patxi Lopez. Le réveil est plus douloureux pour PNV, qui, sauf en 1993, lorsqu'il avait perdu de justesse, avait toujours dominé les législatives au Pays basque. Dimanche, il a perdu un de ses sept députés... et 118 000 voix par rapport aux dernières élections. Ce revers était interprété lundi par la presse basque comme un avertissement au parti nationaliste et à sa nouvelle ligne politique, plus radicale, depuis que son ancien président, le modéré Josu Jon Imaz, a abandonné le navire à l'automne dernier, en raison de son désaccord de fond avec Ibarretxe. «Le nationalisme au pouvoir (dans la région, ndlr) commence à payer ses erreurs», estimait hier le journal basque *El Correo*, jugeant que «son obstination à ne pas mettre de pare-feu clair entre lui et le monde terroriste finira par lui coûter cher». Le PNV va devoir choisir, selon *El Diario Vasco* : «opter pour une plus grande radicalisation» pour pêcher des voix dans les milieux indépendantistes ou «choisir une politique plus sensée en harmonie avec son électorat» traditionnel de centre-droit.

PARLEMENT ESPAGNOL

Zapatero juge «prématuré» de parler d'alliance

Le chef du gouvernement sortant, le socialiste José Luis Rodriguez Zapatero, a estimé, hier, qu'il était encore «prématuré» de parler d'alliances au Parlement, après avoir obtenu une majorité relative aux élections législatives de dimanche dernier.

«Il est encore un peu prématuré» de parler d'alliance ou de pacte avec les autres partis qui siégeront au Parlement, a indiqué le dirigeant socialiste à l'issue d'une réunion de la commission exécutive du Parti socialiste (PSOE).

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a obtenu 169 députés aux législatives de dimanche, sept voix de moins que la majorité absolue et devra ajouter à ses voix, celles d'autres partis pour légiférer, comme ce fut le cas pendant la législature écoulée (2004/2008).

Le dirigeant socialiste a toutefois souligné que sa majorité relative était «forte, suffisante et solide» pour permettre de «mener à bien le projet du Parti socialiste et les principales promesses de son programme». Le dirigeant a paru exclure une alliance exclusive avec un ou plusieurs petits partis. «Il nous faut parler avec chacun (de ces partis, ndlr) de ce que nous allons faire dans les semaines à venir d'abord sur le sujet de l'investiture et ensuite pour la législature», a déclaré M. Zapatero.

M. Zapatero a souligné qu'il «maintiendrait quoi qu'il arrive, en cas d'alliance stable ou d'accord plus ponctuel, un principe fondamental qui est la capacité de dialogue avec tous les groupes parlementaires».

Au terme de la Constitution espagnole, le roi proposera, dans les semaines à venir, un candidat à la présidence du gouvernement en principe issu du parti majoritaire, dans ce cas précis, M. Zapatero. Ensuite, ce candidat demandera la confiance au cours d'un vote «d'investiture», au Parlement pour ensuite former un gouvernement. En 2004, M. Zapatero, qui disposait d'une majorité relative de 164 députés, avait bénéficié de l'appui du Parti écolo-communiste d'Izquierda Unida et des nationalistes catalans de gauche d'ERC.